



## Comment l'Union européenne arme la Russie ?

Pierre VERLUISE\*

Entre 1999 et 2005, les échanges de biens entre l'Union européenne élargie et la Russie ont plus que triplé en valeur exprimée en euros courants<sup>1</sup>. Les exportations communautaires sont passées de 16 645 millions d'euros à 56 397. Les importations communautaires ont grimpé de 34 272 millions d'euros à 106 729. En conséquence, le déficit de la balance commerciale de l'UE25 avec la Russie s'est considérablement creusé.

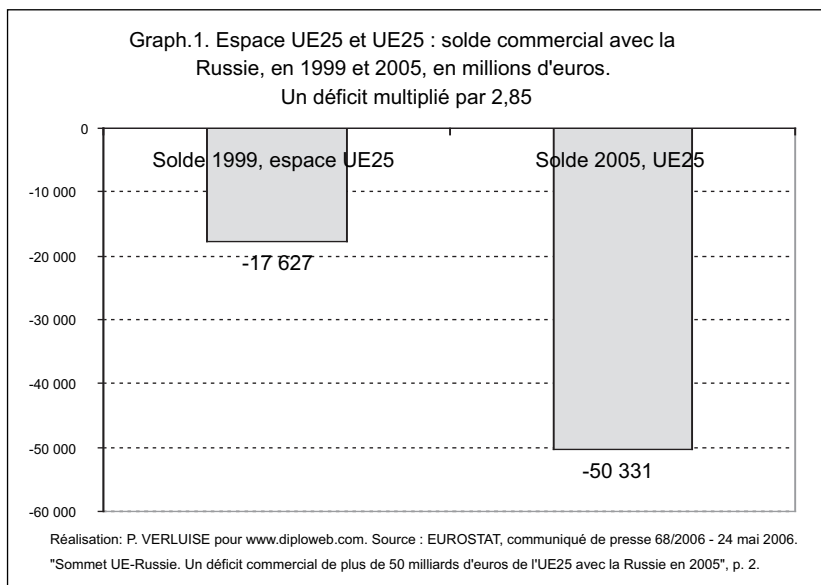
L'étude de la balance commerciale de l'UE25 avec la Russie conduit à constater ci-après que l'Europe communautaire met la Russie en position de force de plusieurs manières.

Pour le démontrer, il faut étudier successivement les données d'*Eurostat*<sup>2</sup> concernant le solde commercial de l'UE avec la Russie, puis la structure du solde des échanges commerciaux, enfin les responsabilités par pays.

Commençons par le graphique 1 : Espace UE25 et UE25 : solde commercial avec la Russie, en 1999 et 2005, en millions d'euros.

Le graphique 1 nous apprend que le solde commercial de l'espace UE25 puis de l'UE25 avec la Russie est passé d'un déficit de 17 627 millions d'euros en 1999 à un déficit de 50 331 millions d'euros en 2005. En sept ans, le déficit commercial de l'UE a ainsi été multiplié par 2,85. L'élargissement de

l'Union européenne en 2004 n'a donc pas trouvé de solutions pour le déficit commercial de l'UE avec la Fédération de Russie.



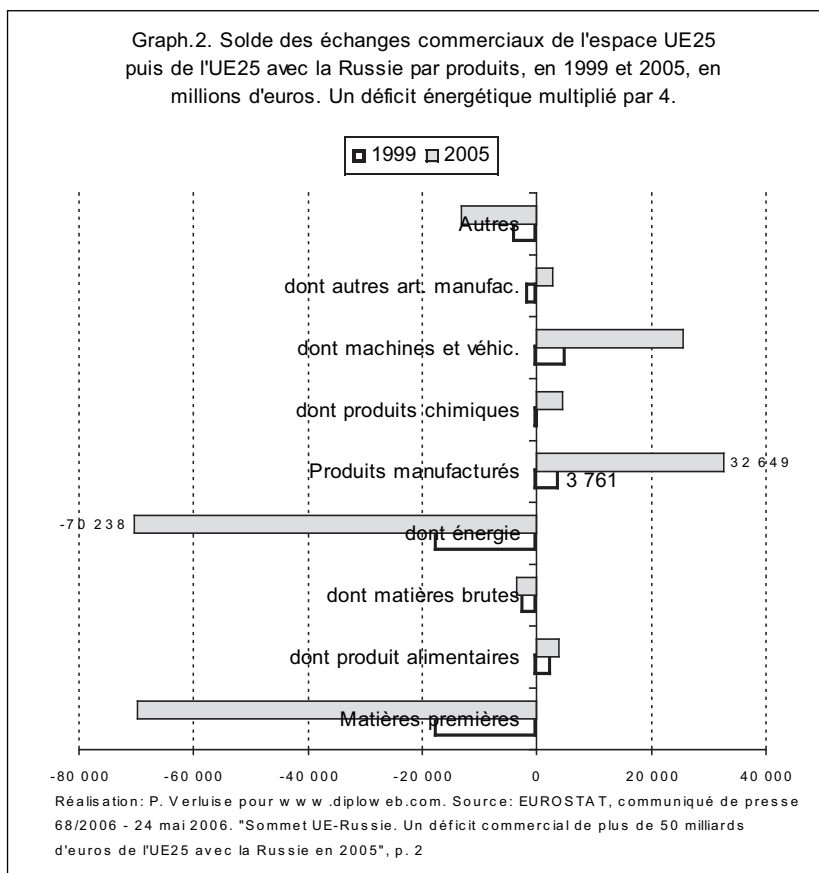
Selon le document d'*Eurostat* cité en note, la Russie représente en 2005 5,3 % des exportations communautaires extra-UE25 mais 9,1 % des importations extra-UE25. La Russie devient par là même le troisième plus important partenaire commercial de l'UE25, après les États-Unis et la Chine.

Pour la Russie, il s'agit évidemment d'une bonne affaire, puisque le déficit de Bruxelles est... un excédent commercial pour Moscou. Celui-ci contribue directement ou indirectement à remplir les caisses de l'État russe. Ce qui lui permet notamment d'augmenter régulièrement les ressources budgétaires attribuées à la Défense, dans une surprenante indifférence. Voici la première raison pour laquelle il est possible d'avancer que l'UE25 arme la Russie.

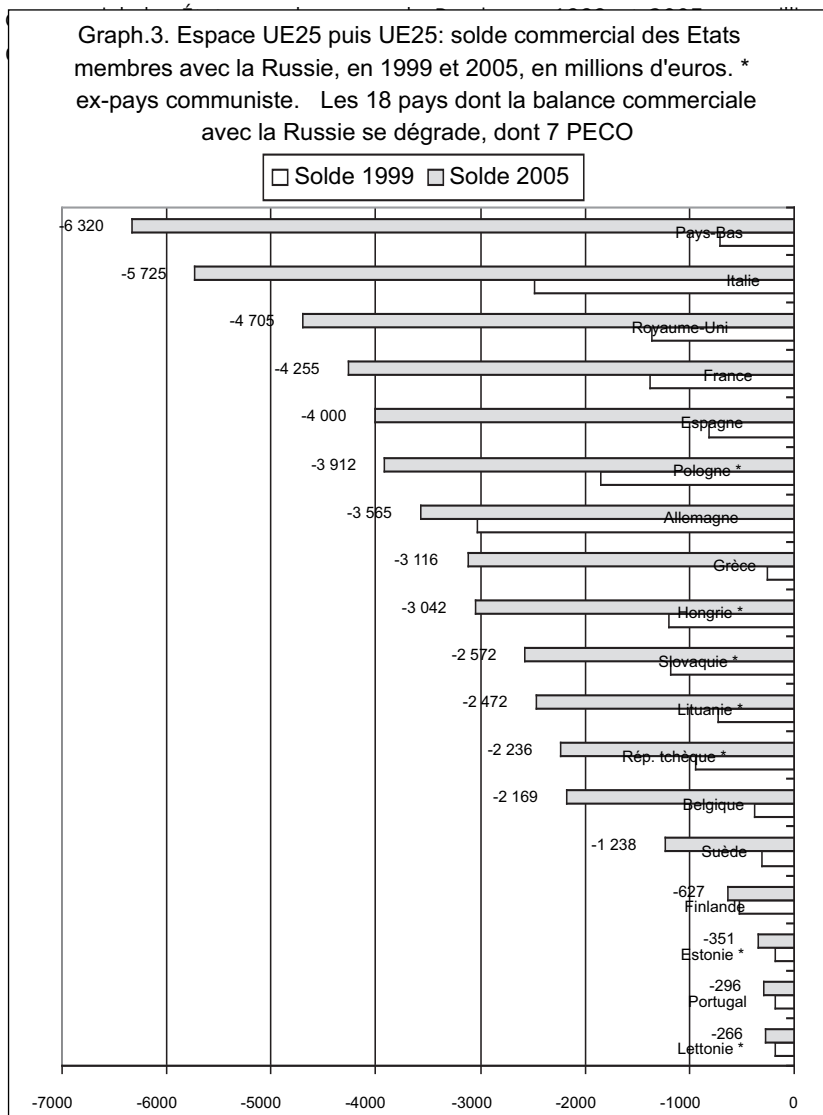
Pour découvrir la deuxième raison, il faut étudier le graphique 2 : Solde des échanges commerciaux de l'espace UE25 avec la Russie par produits, en 1999 et 2005, en millions d'euros.

## Géostratégiques n° 14 - Novembre 2006

Le graphique 2 qui étudie le solde des échanges commerciaux de l'espace UE25 puis de l'UE25 avec la Russie par produits, en 1999 et 2005 met en évidence que la valeur du déficit énergétique des pays de l'UE a été multipliée par 4. L'augmentation de la demande chinoise et la stratégie américaine en Irak contribuent à une flambée des prix du pétrole qui joue, de surcroît, à l'avantage de la Russie. L'énergie représente les deux tiers des importations communautaires de la Russie.



Tous les États membres de l'UE ne sont pas responsables de la dégradation de la balance commerciale communautaire à l'égard de la Russie, ni à la même hauteur. Etudions maintenant le graphique 3. Espace UE25 puis UE25 : solde



L'analyse du graphique 3 nécessite deux préalables. Premièrement, il importe de préciser que, selon le document d'*Eurostat* cité en note, « Les importations néerlandaises (Pays-Bas) et donc le déficit commercial sont

## Géostratégiques n° 14 - Novembre 2006

surestimés en raison de "l'effet Rotterdam", selon lequel les marchandises destinées au reste de l'Union arrivent et sont enregistrées, dans les statistiques harmonisées du commerce de l'UE, dans les ports néerlandais. Cette situation a ainsi un effet positif sur les soldes des échanges commerciaux avec la Russie pour les États membres vers lesquels les marchandises sont réexportées, car ces transferts sont enregistrés comme des échanges intra-UE avec les Pays-Bas et non comme des échanges extra-UE avec la Russie. »

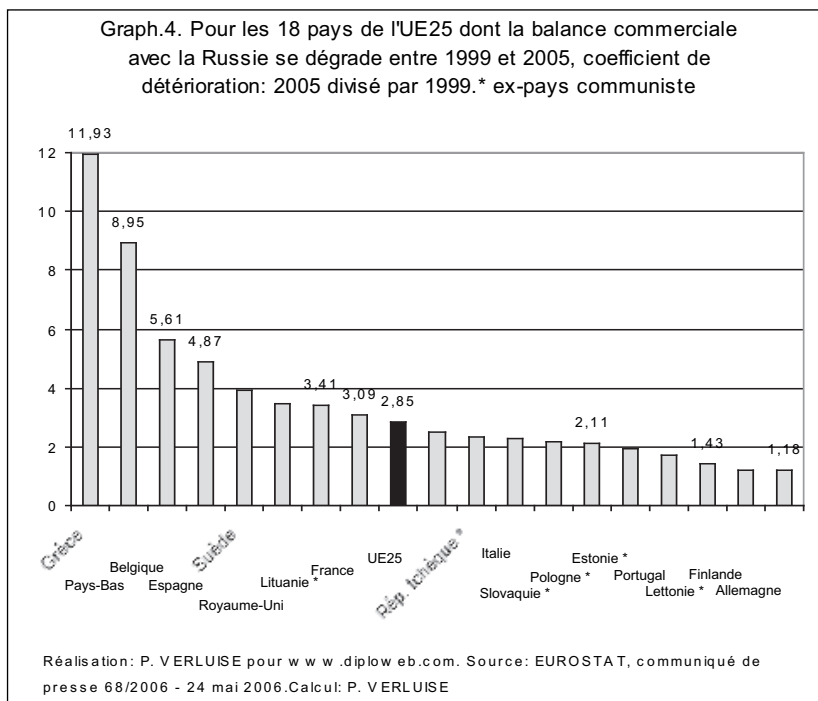
Deuxièmement, il importe d'avoir la hiérarchie générale des échanges à l'esprit. Parmi les États de l'UE25, l'Allemagne a été, de loin, le premier partenaire commercial communautaire de la Russie en 2005. Berlin affiche alors 17 155 millions d'euros d'exportations vers la Russie, soit 30 % du total, et 20 720 millions d'importations.

L'Italie est le deuxième partenaire communautaire pour les exportations vers la Russie, avec 6 064 millions d'euros, soit 11 % du total, mais 11 789 millions d'euros d'importations.

Ainsi, le premier comme le deuxième partenaire commercial communautaire de la Russie affichent un déficit. S'il n'y a pas lieu de revenir sur le cas des Pays-Bas, chacun constate sur le graphique 3 que l'Italie se trouve dans le haut du classement des pays de l'UE dont la balance commerciale avec la Russie s'est dégradée entre 1999 et 2005.

Par ailleurs, il est intéressant de relever que cette liste rassemble sept des huit pays d'Europe balte, centrale et orientale entrés dans l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004. Le plus peuplé de ces pays, la Pologne, voit son déficit commercial passer de 1 847 millions d'euros à 3 912. Il a donc été multiplié par 2,11. Ce qui reste, néanmoins, inférieur au coefficient moyen de détérioration de l'UE25 : 2,85. Celui-ci est calculé en divisant le solde commercial 2005 par le résultat de 1999.

Il est intéressant d'étudier cette notion sur le graphique 4 : Pour les 18 pays de l'UE25 dont la balance commerciale avec la Russie se détériore entre 1999 et 2005 : coefficient de détérioration.



Le graphique 4 nous montre qu'un seul PECO, la Lituanie, affiche une détérioration de sa balance commerciale avec la Russie (3,41) supérieure à la moyenne de l'UE25 (2,85). Tous les autres PECO présentés se démarquent par un coefficient de détérioration inférieur à la moyenne communautaire. Le plus peuplé des nouveaux États membres, la Pologne, affiche un coefficient de détérioration de 2,11. La Lettonie se place à 1,43. Faut-il y voir une certaine forme de « prudence » des anciens pays communistes à l'égard de la Russie ? Sans parler de la Slovaquie qui retourne la situation à son avantage, raison pour laquelle nous ne la trouvons pas sur ce graphique.

A l'inverse d'anciens États membres se singularisent par un coefficient de détérioration très supérieur à la moyenne de l'UE25. Sans revenir sur les Pays-Bas dont les résultats sont marqués par « l'effet Rotterdam », le cas de la Grèce est singulier, avec un coefficient de détérioration de 11,93. Il y aurait ici matière à recherche, mais il semble probable que sa dépendance à l'égard du gaz russe soit

## Géostratégiques n° 14 - Novembre 2006

une part de l'explication. Dans une moindre mesure, la Belgique (5,61) et l'Espagne (4,87) pourraient aussi retenir particulièrement l'attention. Nous noterons que la France fait plus que tripler son déficit commercial avec la Russie durant la période considérée. Enfin, ce graphique montre que l'Allemagne, bien que premier partenaire commercial communautaire de la Russie, semble relativement maîtriser la détérioration de son solde commercial entre 1999 et 2005, puisque le coefficient de détérioration n'est « que » de 1,10. Compte tenu du volume, cela porte cependant sur des sommes conséquentes : 545 millions d'euros. Soit plus de deux fois le solde commercial de la Slovaquie avec la Russie en 2005.

### **Le Kremlin est-il idiot ? Non**

Bien que tous les pays membres de l'UE25 ne soient pas dans la même situation, les données d'*Eurostat* pour la balance commerciale de l'ensemble de la zone prouvent une nette dégradation de la balance commerciale de l'UE avec la Russie. Celle-ci est pour beaucoup liée à sa dépendance énergétique croissante vis à vis du Kremlin, particulièrement en matière d'hydrocarbures.

En 2004, la Russie est le premier pays fournisseur de gaz à l'UE25, à hauteur de 32 %, devant la Norvège (20 %) et l'Algérie (15 %)³. Dans une publication d'août 2006, *Eurostat* ⁴ précise que la Russie est le premier pays fournisseur de pétrole de l'UE25 (19,8 %), devant la Norvège (19,6 %) et l'Arabie saoudite (11,3 %).

Les États membres les plus dépendants des approvisionnements auprès de la société russe Gazprom dans leur consommation totale de gaz⁵ sont la Slovaquie (100 %), la Finlande (100 %), la Grèce (86,8 %), la République tchèque (80,8 %), l'Autriche (73,4 %), la Hongrie (63,4 %), la Pologne (50,2 %) et l'Allemagne (44,9 %). La France, pour sa part, se trouve à 26,8 %, légèrement en dessous de la moyenne indiquée pour la zone UE, Turquie et Suisse : 28,3 %.

Alors que l'année 2005 s'achève via la crise entre la Russie et l'Ukraine par une démonstration limpide de l'usage stratégique des hydrocarbures que le Kremlin entend développer à sa périphérie, le quadruplement de la dépendance énergétique communautaire vis à vis de la Russie fait réfléchir.

Peu avant le sommet du G8 à Saint-Petersbourg, mi-juillet 2006, un responsable français confiait : « On s'est rendu compte que la Russie avait l'intention de se servir de cette énergie comme d'un instrument de puissance, dans son "étranger proche" et au-delà. »<sup>6</sup> Ne serait-ce que parce qu'ils se trouvent en bout de tubes, les pays membres de l'UE sont indirectement concernés par les différents qui peuvent survenir entre la Russie et les pays qui se trouvent sur le trajet, comme l'Ukraine ou la Biélorussie. Et il faudrait être naïf pour s'imaginer que le Kremlin s'interdirait d'utiliser directement cet outil de pression sur les pays membres de l'UE. Ainsi, indirectement ou directement, les pays de l'Europe communautaire sont concernés par la stratégie énergétique du Kremlin.

La doctrine énergétique de V. Poutine, élaborée dès 2003, considère que le rôle de la Russie sur les marchés énergétiques mondiaux détermine dans une large mesure son influence géopolitique. Dans cette perspective, les secteurs pétroliers et gaziers deviennent plus que jamais les instruments de sa politique interne et externe. Ils remplacent – ou plus exactement complètent – les missiles nucléaires hérités de la Guerre froide. La société gazière Gazprom<sup>7</sup> est une pièce de choix de l'après-guerre froide. Elle est devenue la quatrième, voire troisième, plus grande entreprise mondiale. Société publique à 50,1 %, contrôlée par le « clan des Pétersbourgeois » et le FSB qui entourent V. Poutine, Gazprom est un outil aux mains du Kremlin. « Les rêves de domination de Gazprom troublent les Européens, surtout depuis que la société brigue des participations dans le marché de la distribution du gaz à l'Ouest. Son désir de maîtriser toute la chaîne de l'énergie, de l'extraction à la distribution inquiète. Et puis ses contradictions agacent : grands adeptes du "marché" en Europe, ses dirigeants ne semblent guère pressés d'en appliquer les principes chez eux »<sup>8</sup>. Autrement dit, ils refusent de laisser les Occidentaux mettre la main sur l'extraction et le transport de leurs ressources<sup>9</sup>. Le Kremlin entend laisser à Gazprom le monopole de l'utilisation de ses infrastructures d'exportation.

Faut-il y voir des « contradictions » ou une stratégie adaptée à un monde énergivore<sup>10</sup> : optimiser les ressources énergétiques russes pour remplir les caisses du Kremlin et remettre la Russie en position de force, ne serait-ce que par son pouvoir de nuisance ? Si la Russie vise à prendre des parts de contrôle des équipements des pays européens mais refuse le principe

Géostratégiques n° 14 - Novembre 2006

de réciprocité, n'est-ce pas la preuve qu'elle est utilisée à son bénéfice les principes de l'économie libérale mais se garde le droit de conserver chez elle les règles héritées de l'économie planifiée ? Se mettre en position de pouvoir priver de gaz et de pétrole les pays de l'UE, n'est-ce pas une façon de redevenir une puissance ? Menacer les Européens de préférer livrer ses hydrocarbures aux États-Unis ou à la Chine, n'est-ce pas une manière de faire monter les enchères tout en réduisant au silence ceux qui seraient tentés de critiquer la nature du régime politique russe ?

Le philosophe André Gluksmann s'y refuse : « Rien n'oblige les démocraties occidentales à couronner sans broncher le pétro-tsar. Seul le prix du baril de pétrole soutient l'économie russe. Son industrie rouille et stagne à la différence de l'essor chinois, la balance commerciale – à l'exception des matières premières et de l'armement – est lamentable. Hors Moscou et Saint-Petersbourg, la misère est reine ; tandis que l'hydre bureaucratique gonfle, la corruption coule des jours heureux avec son cortège de règlements de compte mafieux. La "russian way of life" doit importer toutes les commodités de la société de consommation, du *big Mac* au *computer*. La nouvelle puissance russe est toute de nuisance, elle est capable de cultiver et d'accroître le chaos mondial, mais pas de se passer des crédits et des investissements des pays développés. Faut-il, sous prétexte de "ne pas humilier" le Kremlin, céder à toutes ses exigences, lui accorder le droit de reprendre en main "l'étranger proche" et de faire chanter l'Union européenne ? »<sup>11</sup>. Reste à savoir ce que pèse un pseudo-philosophe – même connaisseur de la Russie – pour ceux qui décident de tout ou partie de la politique énergétique communautaire.

Quoi qu'il en soit, la dégradation de la balance commerciale de l'UE avec la Russie et l'augmentation de la dépendance énergétique des pays membres à l'égard du Kremlin pose question au citoyen européen. Que fait l'UE<sup>12</sup> pour éviter de se mettre de plus en plus sous la dépendance des hydrocarbures russes sur lesquels le FSB a fait main basse ? C'est l'une des questions géopolitiques majeures des prochaines années.

L'une des réponses est l'accélération de la mise en chantier du gazoduc *Nabucco* avec l'Iran, afin de permettre à l'UE de réduire sa dépendance au gaz russe. Le 26 juin 2006, le commissaire européen à l'énergie, Andris Pielbags,

les ministres de l'Énergie de l'Autriche, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Turquie ont convenus d'accélérer les travaux au niveau commercial, réglementaire et juridique pour construire le gazoduc *Nabucco* dans le délai le plus court possible. Le gazoduc *Nabucco*, qui part du bassin caspien pour traverser la Turquie et atteindre la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche, figure parmi les projets prioritaires d'intérêt commun identifiés dans le cadre des orientations des réseaux transeuropéens d'énergie<sup>13</sup>. « Il pourrait acheminer entre 8 et 13 milliards de mètres cubes de gaz naturel chaque année vers les marchés de l'UE »<sup>14</sup>. Reste à savoir ce que deviendra cette déclaration commune mais non contraignante, sans parler des aléas politiques pesant sur l'Iran.

Quoi qu'il en soit, la question énergétique devient de plus en plus sensible. Le 29 août 2006, le président du Parlement polonais, Marek Jurek a ainsi dénoncé la signature de l'accord final pour la construction du Gazoduc nord-européen (NEGP) qui doit relier la Russie et l'Allemagne directement par la mer Baltique. Selon le président du Sejm, « la Russie cherche, par sa politique énergétique, à diviser l'UE en s'alliant les anciens États membres »<sup>15</sup>. Ce même jour, Catherine Colonna – ministre délégué français aux Affaires européennes – a admis « l'énergie n'avait été abordée jusqu'ici que sous l'angle de la concurrence et de la libéralisation des marchés »<sup>16</sup>.

Si nous nous tournons vers l'avenir, l'étude croisée du solde commercial (graphique 3) et du coefficient de détérioration du déficit de la balance commerciale pour la période 1999-2005 (graphique 4) invite à suivre avec une attention particulière l'évolution des pays suivants : l'Italie, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, la Grèce, la Belgique, la Suède et la Lituanie. S'ils n'arrivent pas à rééquilibrer leurs échanges commerciaux avec la Russie, ces huit États risquent de mettre non seulement en difficulté leurs comptes nationaux mais encore la balance commerciale communautaire.

\* Directeur du séminaire « Géopolitique de l'Europe communautaire et de ses frontières » au Collège interarmées de défense. Auteur de plusieurs ouvrages dont « Une nouvelle Europe. Comprendre une révolution géopolitique », Karthala 2006 et « Géopolitique de l'Europe. L'Union européenne élargie a-t-elle les moyens de la puissance ? », Ellipses, 2005.

**Notes**

1. Toutes les valeurs mentionnées dans cette étude sont exprimées en euros courants.
2. Toutes les informations chiffrées portées sur les graphiques de cette étude proviennent d'une même source : *EUROSTAT*, communiqué de presse 68/2006 – 24 mai 2006. « Sommet UE-Russie. Un déficit commercial de plus de 50 milliards d'euros avec la Russie en 2005. La Russie est le troisième partenaire commercial de l'UE25 », 3 p.
3. *Eurostat*, Statistiques en bref, Environnement et énergie, 12/2006, « Aspects statistiques de l'économie du gaz naturel en 2005 », graphique 3, p.3.
4. *Eurostat*, «EU integration seen through statistics, Edition 2006», août 2006. La publication ne précise pas l'année considérée, mais il s'agit probablement de 2004 ou 2005.
5. Source : *Standard & Poor's*, cité par *Le Monde* daté du 5 juillet 2006, p. 21. Le quotidien ne précise pas l'année considérée mais il s'agit probablement de 2004 ou 2005.
6. *Le Monde*, 18 juillet 2006, p. 5
7. Gazprom dispose des premières réserves de gaz de la planète et du premier réseau de gazoducs du monde (158 000 km). Elle a produit 20 % de la production mondiale de gaz en 2005. Elle assure 20 % des recettes du budget de l'État russe. Source : *Le Monde*, 5 juillet 2006, p. 21.
8. Marie Jégo, *Le Monde*, 5 juillet 2006, p. 20.
9. La Charte de l'énergie signée par Moscou voici douze ans implique le libre transit du gaz et du pétrole, mais elle n'a pas encore été ratifiée.
10. Pour le gaz naturel, la consommation intérieure brute dans l'espace UE25 puis l'UE25 en millions de tonnes d'équivalent pétrole est passée entre 1994 et 2005 de moins de 318 à 475. *Eurostat*, Statistiques en bref, Environnement et énergie, 12/2006, « Aspects statistiques de l'économie du gaz naturel en 2005 », p.1.
11. André Glucksmann, *Le Monde*, 20 juillet 2006, p. 14.

12. Cf. le Livre vert intitulé « Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable » et les déclarations à l'issue du Conseil européen des 23 et 24 mars 2006.
13. Décision n°1229/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 établissant un ensemble d'orientations relatifs aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie.
14. Commission européenne, IP/06/842, Bruxelles, 26 juin 2006, « Le commissaire Piebalgs se félicite de l'accord visant à accélérer le projet de gazoduc *Nabucco* ».
15. Céline Bayou, « Pologne : la gazoduc nord-européen concourt à la décomposition de l'UE », <http://www.regard-est.com> 1<sup>er</sup> septembre 2006.
16. Discours du ministre délégué aux Affaires européennes, Madame Catherine Colonna à l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs (Paris, 29 août 2006), <http://www.diplomatie.gouv.fr>.